

SEANCE DE LA SOCIETE POPULAIRE DES SANS CULOTTES MONTAGNARDS DE LA COMMUNE DE DUNES

(Repris de la brochure auto-édité de Michel Cadène La révolution à Dunes et aux
environs de Dunes- pas de date)

Ceci est une reconstitution écrite d'après les Procès-verbaux de cette Société consultés et cités par Guillaume Bigordan, membre de l'Institut, dans sa communication parue dans les années 1920, sur "LA SOCIETE POPULAIRE DE DUNES-EN-CONDOMOIS EN 1795-1794".

(Dans la salle, 2 parties nettement séparées: d'un côté les membres de la Société, de l'autre le public)

Personnages:

Le Président de la Société

Son Secrétaire

Le Maire de la commune

Drouilhet, nouveau sociétaire

Esparpailhat

Lestrade

Bourdieux

Esparbès

Thourens

Divers, à discrétion.

oooooooooooooooooooo

LE PRESIDENT: Citoyens, je déclare ouverte la séance de la Société Populaire des Sans-culottes Montagnards de la commune de Dunes. Aujourd'hui **12 nivôse de l'an II** de la République une et indivisible, nous avons tout d'abord à délibérer sur l'admission du citoyen Drouilhet, laboureur de son état, au sein de notre société. Lève-toi, citoyen et fais ta demande à haute et intelligible voix.

DROUILHET:(Il est assis sur les bancs du public et se lève) : Voilà... je... je voudrais rentrer dans votre Société... pour mieux combattre les ennemis de notre République... pour la liberté... pour empêcher le retour de la ci-devant royauté... C'est tout.

LE PRESIDENT : Nous te connaissons tous, citoyen, tu es honnête, travailleur ; un de tes fils combat aux frontières de la France pour la cause de la liberté. Ton sens civique ne s'est-jamais démenti, bien qu'on pourrait te reprocher de ne pas nous avoir rejoints plus tôt. Tu mérites d'être des nôtres et je mets ta candidature aux voix. Levez la main ceux qui sont pour l'entrée du citoyen Drouilhet au sein de la Société Populaire des Sans-culottes Montagnards de la commune de Dunes... Unanimité. Tu es des nôtres. Approche pour le serment. Sais-tu lire ?

DROUILHET: Non, citoyen-président.

LE PRESIDENT: Alors, répète après le citoyen-secrétaire.

LE SECRETAIRE : (Il lit le texte d'engagement, répété morceau de phrase par morceau de phrase par Drouilhet) : Je promets de maintenir... la Liberté, l'Egalité... La République, une, indivisible...; de garder le secret sur les discussions... et

opérations relatives à l'admission... ou non admission des candidats;... d'opiner pour l'exclusion de la Société... de ceux qui violeraient ce secret ;... et de dénoncer... ceux qui auraient manifesté... des intentions contre-révolutionnaires... ou un fédéralisme obstiné...

LE PRESIDENT: Citoyen, reçois au nom de tous les Sociétaires l'accolade fraternelle. (Accolade ; Drouilhet passe sur les bancs des sociétaires)... Pour fêter ton admission, qu'à présent toute l'assemblée chante la strophe chérie des Français de l'hymne des Marseillais: Amour sacré de la patrie... (Chœur).

LE PRESIDENT: Le courrier n'est pas encore arrivé, mais nous avons le dernier avec les nouvelles de la Convention. Notre secrétaire va vous en faire la lecture, mais auparavant, qui va traduire en patois pour ceux qui ne connaissent pas le français ?... Toi, citoyen ? toi... toi ?... (quelques-uns parmi le public se lèvent pour se placer au centre de divers groupes)

LE SECRETAIRE : Aux dernières nouvelles, le siège de Toulon se poursuit, mené par le citoyen-général Dugommier. Royalistes et Anglais résistent encore, mais la pression irrésistible de nos troupes les chassera bientôt de la ville et en particulier du port où ils se sont massés.

(Depuis un moment, bruits dans la salle, bousculades, éclats de voix)

LE PRESIDENT : Silence, citoyens !

LESTRADE : Je proteste contre ce vacarme provoqué par les enfants et je demande leur exclusion.

ESPARPAILHAT : Et l'éducation, citoyen Lestrade ! C'est maintenant qu'il faut leur inculquer les principes de la liberté, la Foi en la République.

LESTRADE : Ce que tu dis est vrai, citoyen Esparpailhat, le lieu le plus propre à l'éducation de cette jeunesse, c'est ici. Mais s'ils doivent gêner nos délibérations, empêcher les citoyens et les citoyennes d'entendre la parole du peuple - et cela se produit à chacune de nos séances - mieux vaut alors qu'ils partent.

LE PRESIDENT : Je propose que, pour obliger les enfants de se tenir dans le silence et éviter de les voir pendant toutes les séances se livrer à la plus turbulente dissipation,... je propose qu'à l'avenir les pères, membres de la Société demeurent responsables du désordre occasionné par les enfants.

LESTRADE : S'ils ne parviennent pas à les faire tenir tranquilles, quelles sanctions prévois-tu, citoyen ?

LE PRESIDENT : Pour la première fois, ils seront censurés ; en cas de récidive, exclusion du fautif et de la personne responsable pour la séance en cours. Je mets aux voix... Pour...-Contre... (seule se lève la main d'Esparpailhat)... Adopté... Passons à un problème qui nous touche de plus près. Secrétaire, nous t'écoutons.

LE SECRETAIRE : Nous avons un rapport du Comité des Subsistances nommé par la Municipalité : il sera distribué cinq quarts de livre de pain par jour à ceux qui sont employés à la culture de la terre, et pour chacun des autres trois quarts. (Murmures dans la salle, cris)

LE MAIRE : Oui citoyens, l'instant est grave et nous devons nous rationner à l'heure où l'ennemi frappe aussi bien aux portes de notre pays qu'à l'intérieur. Dans sa sagesse, la Municipalité a pesé la distinction des citoyens qui doivent être portés dans chacune des catégories. Le Comité a réglé son travail sur cette opération : un état a été dressé contenant pour tous les domiciliés la quantité de farine qui doit revenir à chaque famille et le prix qui doit être payé.

UNE VOIX : Et ceux qui vont au boulanger ?

LE MAIRE : Nous y venons citoyen. Que chaque famille nous fasse savoir si elle veut recevoir sa ration en farine ou en pain.

LA VOIX: Et où irons-nous prendre la farine ?

LE MAIRE : Distribution tous les six jours au grenier commun. Pain gratuit pour les pauvres.

LE PRESIDENT : Il y a eu une dénonciation : le citoyen Bourdieu se rendrait à la distribution gratuite du pain; malgré tout, il aurait chez lui un sac de farine.

BOURDIEUX : (Dans le public; il se lève et s'écrie véhémentement): C'est faux! tu le sais très bien citoyen-président puisque la Garde Nationale est venue chez moi perquisitionner et qu'elle n'a rien trouvé !

LE PRESIDENT: C'est vrai, on n'a rien trouvé. Mais nous t'avons à l'œil, citoyen! Rappelle-toi que quiconque trompe la République apporte son soutien aux tyrans !

SECRETAIRE: Le citoyen-maire nous fait savoir 'qu'il a un ordre de réquisition du district de Valence. On nous demande de livrer trente quintaux de blé à la commune de Sistels et trente autres à celle de Saint—Sixte.

LE MAIRE : C'est exact. Le Conseil Général de la Commune toujours jaloux de ne faire aucune opération administrative qu'après en avoir instruit la Société, tient à vous le faire savoir.

UNE VOIX : Trente quintaux, c'est trop! Nous en aurons besoin prochainement.

D'AUTRES VOIX : C'est trop ! c'est trop !

LE MAIRE : C'est bien ce que le Conseil a pesé. Comme il ne veut pas enlever le pain de la propre bouche de ses enfants, il a obtempéré seulement de vingt quintaux pour chacune d'elles. Nous tâcherons d'être dispensés du surplus de la réquisition auprès de l'administration du district. (Applaudissements) Ce sera, citoyens, la marche constante de votre administration municipale qui défendra avec zèle vos plus chers intérêts, ainsi que de tout autre de son ressort.

ESPARBES : Je suis en peine pour ensemer mes terres. Mon fils aîné est parti à l'armée, l'autre est trop jeune pour tenir la charrue... Beaucoup de brassiers sont partis eux aussi et d'ailleurs je ne pourrais me payer les services de l'un d'entre eux.

LE PRESIDENT: Citoyen Esparbès, tranquillise-toi. Nous ne permettrons pas que les parents des défenseurs de la Patrie soient en difficulté. Nous t'aiderons.

ESPARPAILHAT: Moi, je peux te consacrer une journée de travail pour labourer ou ensemer.

LESTRADE: Un de mes attelages avec son bouvier et son laboureur est à ta disposition.

DEUX OU TROIS AUTRES VOIX : Moi aussi... Je viendrai... Compte-sur moi.

LE PRESIDENT : Tu vois, citoyen ! il ne faut pas désespérer. C'est la Nation entière qui est à ton service. C'est aider au triomphe de la Révolution que de venir à ton secours.

LE SECRETAIRE : Dans notre réunion du 11 frimaire, nous avons prévu une aide aux familles pauvres. Les subsistances étant rares, pour avoir de quoi se nourrir jusqu'à la prochaine récolte, nous avons décidé de semer des légumes précoces et en particulier des fèves. Huit des nôtres ont offert leurs champs, d'autres leurs attelages et plusieurs favières ont-été ensemer.

LE PRESIDENT : Au nom des pauvres de la commune, merci citoyens. (Applaudissements) Je crois que nous en avons fini avec les subsistances.

ESPARPAILHAT: Je demande qu'en signe distinctif, notre Président soit couvert d'un bonnet rouge.

LE PRESIDENT: Pourquoi donc?

ESPARPAILHAT: Dans presque toutes les sociétés populaires du département les présidents et même les officiers du bureau en sont couverts. Le bonnet rouge, c'est l'emblème de la Liberté et de l'Egalité. (Il se lève et veut en poser un sur la tête du Président qui écarte violemment son bras)

LE PRESIDENT: Je m'y oppose. Chacun a le droit de se costumer à sa fantaisie et il serait malsain d'astreindre l'un de nos membres à porter telle ou telle chose.

ESPARPAILHAT: Tu parles en ennemi de la République, citoyen ; le bonnet rouge est l'emblème du bon Républicain Montagnard.

LESTRADE: Je suis du même avis que notre Président et je considère ta proposition comme contraire à la liberté du citoyen français.

Tu te poses toi-même en bon Républicain Montagnard et pourtant l'autre jour...

LE PRESIDENT : Du calme, citoyen, il s'agit là d'un autre problème et nous en discuterons tout à l'heure. Le bonnet rouge en est un d'important aussi et bien que je m'y sois opposé, je demande que tous nous y réfléchissions. Nous en reparlerons dans une prochaine séance.

(Depuis un moment, agitation, mouvements dans le public. Une femme taquinée par son voisin se trémousse, pousse de petits cris)

Que se passe-t-il ? (Le Président regarde d'où vient le tumulte)

Citoyenne! Citoyen ! vous n'avez pas honte ?

ESPARPAILHAT: C'est inadmissible ! alors que dans cette assemblée de bons républicains discutent de graves problèmes touchant à la Nation, à la victoire du peuple souverain, vous vous permettez des familiarités indécentes. Considérez que cette salle représente le Temple de la Liberté; il doit être aussi celui de la Vertu. Tout ce qui pourrait porter atteinte à cette sublime morale, doit être sévèrement réprimé. Citoyen Président, je demande que tout sociétaire qui se permettrait d'indécentes familiarités avec les personnes du sexe soit exclu du sein de la société et rayé du tableau.

LE PRESIDENT : C'est juste, citoyen. Je te félicite pour ta proposition de bon Républicain Montagnard. Je mets donc aux voix : "Tout sociétaire convaincu de familiarités avec les personnes du sexe ne sera plus compté au nombre de ses membres. Les personnes du sexe, convaincues de s'y prêter, ou même de souffrir rien qui puisse blesser la décence ou l'honnêteté, seront privées de l'entrée de la salle."

Ceux qui sont pour, levez la main... Contre... unanimité... Proposition adoptée.

LESTRADE: Ne pourrait-on pas établir une tribune exclusivement à l'usage des citoyennes ?

LE PRESIDENT : Cela nécessiterait certains travaux, citoyen, et nous ne disposons pas de fonds en suffisance. Problème suivant...

LE SECRETAIRE : La Société Populaire de Caudecoste nous fait part d'un plan formé pour la construction d'un pont de bois sur la rivière de l'Aurou. Ce serait un moyen propre à faciliter les communications avec la commune de Dunes. Aussi nous invite-t-elle à les aider dans cette entreprise.

LE PRESIDENT : Les députés de leur assemblée nous ont présenté un état des dépenses à l'établissement de ce pont.

ESPARPAILHAT : Un pont en pierre serait plus solide.

LESTRADE : Et le prix ? Y as-tu songé au prix, citoyen ?

ESPARPAILHAT: Oui, nous pouvons procurer la pierre. Il suffirait de puiser dans les décombres d'une des tours du château de Dunes, château qu'en son juste courroux le peuple a démoli en juillet 89.

LE PRESIDENT : L'idée n'est pas mauvaise, citoyen et je te nomme commissaire avec... avec qui ?... (Il regarde dans la salle. Une main se lève)... avec le citoyen Thourens pour concerter avec la Société de Caudecoste... Autre problème...

LE SECRETAIRE : Le citoyen maire de notre commune nous fait savoir que par ordre du district de Valence, le bureau de poste sera transféré de Laspeyres à La Magistère (Rumeurs dans la salle)

LE PRESIDENT : La Société Populaire de La Magistère plaide en faveur de ce transfert, en vue de l'avantage de tous les frères circonvoisins et qui doit être sans inconvénient pour personne. Elle nous demande d'opiner pour ce transfert. (Les rumeurs deviennent cris d'indignation)

THOURENS : A leur avantage oui ! Les inconvénients sont pour nous. Leur conduite m'indigne.

LE PRÉSIDENT: La société de Puymirol nous invite à nous unir à elle pour empêcher ce transfert.

ESPARPAILHAT: Elle a raison; de nombreuses communes ont avantage du maintien du bureau à Laspeyres: Cuq, Fals, Sauveterre, Mavi, St Jean, St Christophe, Castelculier, Caudecoste, Dunes, Sistels et bien d'autres. Je demande à la Société Populaire de Dunes de s'opposer à ce transfert. (Approbations, applaudissements dans la salle)

LE MAIRE : Toutes les communes citées s'opposent déjà et même si pour nous Laspeyres est plus loin que La Magistère, le chemin est meilleur. Le Conseil de la commune invitera le district de reconsidérer le problème et de maintenir le bureau à Laspeyres.

LE PRESIDENT : Question suivante.

LE SECRETAIRE : Le Bureau de notre Société tient à remercier ses sociétaires pour leur sens civique.

LE PRESIDENT : Oui citoyens, vous avez agi en bons Républicains Montagnards. Vous avez suivi nos recommandations et vos impôts ont été payés. Un seul d'entre nous n'a pu le faire pour cause d'indigence, mais il sera aidé, croyez-moi. Vous avez répondu à l'appel de la Nation en faisant le sacrifice de vos monnaies d'or et d'argent en échange d'assignats. Nous avons réuni la somme de 1 231 livres. Mille... deux cent... trente et une... livres. (Murmures divers de satisfaction, applaudissements).

ESPARPAILHAT: Nous devons faire encore plus diligence et veiller à ce que les lois soient parfaitement exécutées. Que la loi sur le maximum soit en particulier respectée. Toute vente doit être au prix fixé. Dénonçons quiconque ne respecte pas cette loi.

LE SECRETAIRE : Par contre, pour la fabrication du salpêtre, nous n'avons pas à être félicités. Et pourtant la Nation en a besoin pour préparer la poudre à canon.

UNE VOIX : Nous n'avons personne pour nous guider, citoyen.

LE PRESIDENT : J'y ai songé. Citoyen Thourens, en tant qu'ancien sergent, tu ne pourrais pas diriger cet atelier?

THOURENS : Citoyen, je suis plein de bonne volonté et je veux bien essayer. Mais c'est une chose que je n'ai jamais faite et je ne garantis pas de bons résultats. Par contre, je sais qu'à Sistels ils font des cendres pour servir à la préparation du salpêtre avec des herbes.

LESTRADE : On ne va tout de même pas brûler du fourrage et la paille ?

THOURENS : Comment s'y prennent-ils ?... C'est à voir... mais je crois qu'ils utilisent les mauvaises herbes.

LE PRESIDENT: Tu te renseigneras à la salpêtrerie de Valence, citoyen. Quant à l'atelier... ou l'établir?

THOURENS: Ne pourrait-on pas l'établir dans la maison municipale?

LE MAIRE: Nous en discuterons lors de la prochaine séance du Conseil de la commune... Je dois maintenant vous parler d'un décret de la Convention qui ordonne la descente pour la fonte des cloches des ci-devant églises. (Murmures de protestations dans la salle).

LE PRESIDENT: Obéir à ce décret est un acte de civisme, 'citoyens!

ESPARPAILHAT: La Nation a besoin des cloches pour fondre les canons qui repousseront l'ennemi.

LE MAIRE : Le Conseil de la commune propose de livrer la première. (Protestations encore plus vives)

LESTRADE : Non! pas celle-là. Nous voulons bien apporter notre contribution à l'effort national, mais la première est celle dont le son a la plus grande portée. Déjà certains prétendent qu'ils ne l'entendent pas pour éviter de se rendre au Temple de la Raison les décadis. C'est la seconde qu'il faut descendre !

PLUSIEURS VOIX : Oui ! Oui ! c'est la seconde !

LE MAIRE : Nous aviserons citoyens, nous aviserons.

ESPARPAILHAT: J'invite tous les citoyens de la commune de porter leurs nouveaux nés au Temple de la Raison pour y recevoir le baptême républicain.

UNE VOIX : Quel jour citoyen ?

LE PRESIDENT : Le décadi, après la célébration de la Révolution par tous les bons républicains.

ESPARBES : Citoyen-Président, j'ai mal au cœur de trouver un si petit nombre de sociétaires au Temple de la Raison le décadi. De plus, j'ai vu plusieurs habitants de Dunes travailler ce jour-là et parmi eux, quelques-uns qui se disent bons républicains montagnards.

ESPARPAILHAT: Par contre quelques citoyens restent encore dans l'oisiveté le ci-devant dimanche. C'est un outrage à la Révolution. Pour faire disparaître absolument cette vieille et trop ridicule habitude, je propose, citoyens, d'établir ce jour-là un atelier où viendraient travailler tous les citoyennes et citoyens.

LE PRESIDENT : Attention Esparpailhat ! Nous ne devons pas brusquer nos concitoyens qui pendant des siècles ont été plongés dans l'erreur par les maximes superstitieuses des ci-devant prêtres. Il faut discuter pour convaincre. Les brusquer, ce serait servir la Contre - Révolution. Je demande à reporter ta proposition à une autre séance. Nous aurons le temps d'y réfléchir d'ici là.

ESPARPAILHAT: En attendant, je demande l'exclusion de la Société ceux qui travailleraient le jour du décadi.

LE MAIRE en colère : Mais enfin, citoyen Esparpailhat, où veux-tu en venir ? Tu proposes toujours des solutions extrêmes. Suivre scrupuleusement les décadis dans le temple, pour y célébrer la Révolution, c'est bien. Il faut inviter tous les bons

citoyens à y assister, mais les inviter, c'est tout. Sous le règne des despotes, on donnait impérieusement des ordres ; sous le règne de la loi, une invitation doit suffire à tout bon républicain.

ESPARPAILHAT : J'ai un grand reproche à te faire, citoyen-maire: pourquoi lorsque la Municipalité a fait abattre les hochets du fanatisme et de la superstition dont le Temple de la Raison était encore orné, pourquoi n'as-tu pas fait préalablement une invitation à tous les sociétaires ?

LE MAIRE : Ton reproche est injuste et déplacé, citoyen... Ce travail ne peut être entrepris le décadi, jour de repos. Si en dehors du décadi, nous invitons les sociétaires et bons républicains, ce sont des heures de travail en moins dans les champs et les ateliers dont souffrira la Nation. Et je te trouve par contre bien audacieux de m'adresser ce reproche, toi qui n'es pas sans tâche. Je t'accuse lors du dernier décadi de t'être fait connaître mal intentionné, d'avoir avant d'entrer dans le Temple de la Raison, heurté la porte avec effort avec une grosse pierre; d'y être entré avec des intentions criminelles, de t'être adressé à moi d'un air furieux pour me dire qu'il fallait tout abattre...

ESPARPAILHAT criant : Il ne doit rien rester des survivances de l'ancien régime : nous avons abattu le château, symbole de la ci-devant noblesse; nous devons aussi démolir cette ci-devant église, symbole du clergé et à la place bâtir un nouveau temple de la Raison, digne de nous accueillir.

LE MAIRE : Non citoyen, la Patrie a autre chose à faire pour le moment et démolir notre ci-devant église serait donner des motifs pour aviver la Contre-révolution. Je t'accuse en outre de m'avoir adressé des personnalités outrageantes, si bien que j'ai été obligé de me décorer de mon écharpe pour te rappeler l'obéissance à la Loi et au respect de ses organes. Je n'invente rien et bien des personnes ici présentes en peuvent témoigner.

VOIX: C'est vrai, j'y étais, je l'ai vu... Moi aussi... Moi aussi...

LE PRESIDENT : Je demande pour les faits ici invoqués l'exclusion d'Esparpailhat. Pour... (beaucoup de mains se lèvent) Contre (3 ou 4 mains seulement se lèvent)... Le peuple en sa souveraineté a parlé, citoyen. Je te demande de quitter cette assemblée. Tu t'en es rendu indigne, ta conduite porte l'empreinte du fanatisme et de la superstition.

ESPARPAILHAT : (furieux, en sortant) J'en référerai au citoyen Monestier de la Lozère... Je reviendrai pour balayer tous ceux qui veulent gêner la marche triomphante de la Révolution.

LE MAIRE : Je tiens à ce que tous les esprits s'apaisent et pour cela j'invite tous les bons citoyens à aider demain la municipalité pour terminer au Temple de la Raison la descente des images des ci-devant saints. (Quelques applaudissements)

ESPARPAILHAT: (Il rentre tout essoufflé en brandissant un journal) Citoyennes! citoyens! La République triomphe. Toulon vient d'être repris aux Anglais. L'hydre réactionnaire recule.

LE PRESIDENT : (Se saisissant vivement du journal, il le parcourt des yeux) Citoyens! que notre joie éclate. Ecoutez... (Il lit) Les valeureux défenseurs de la Patrie, dirigés par le citoyen général Dugommier, ont repris la ville de Toulon que les royalistes avaient livrée en fructidor aux Anglais. On cite en particulier la conduite du général Bonaparte: en dirigeant intelligemment le feu de nos canons sur l'ennemi, il a puissamment contribué à la victoire finale. En apprenant cette

nouvelle, plusieurs membres de la Convention ont versé des larmes de joie et se sont prodigué les uns les autres les plus tendres embrassements en signe de leur union.

ESPARBES: Citoyens ! cette agréable nouvelle nous a pénétrés d'une joie profonde. Manifestons-la en donnant libre cours à l'allégresse et à la réjouissance pour le reste de la séance. Je propose, à l'exemple de la scène attendrissante qui s'est passée à la Convention, que notre Président donne l'accolade aux membres du bureau; et que ceux-ci la transmettent aux sociétaires et qu'enfin tous se livrent à ce doux épanchement de fraternité. (Accolades)

THOURENS: Citoyens, les tribunes sont occupées par des citoyennes zélées qui viennent toujours partager nos sollicitudes. Soyons juste de les faire participer à la joie dont nous sommes animés et qui doit éclater dans la salle ; transmettons-leur également le baiser fraternel. (Embrassades générales)

CRIS : Vivent nos défenseurs ! vive la Convention Nationale !

(Hymne sur la reprise de Toulon)

LE PRESIDENT : (une fois le calme revenu) Citoyennes, citoyens, je suis encore ému à l'annonce de cette nouvelle. La Révolution triomphera, écrasera l'hydre royaliste. Tremblez tyrans, le peuple souverain s'avance... (Chœur: Le chant du départ)

LE PRESIDENT : Nous devons fêter dignement cet événement. Je propose d'abord d'ouvrir une souscription pour distribuer du pain aux pauvres, puis de faire éclater dans ce beau jour les plus vifs transports de joie. Pour l'éclat de cette fête, la danse me paraît un amusement nécessaire. (Cris de joie; les bancs sont écartés, un musicien apparaît, les danseurs se mettent en place)...

FIN

oooooooooooooooooooooooooooo